

O.N.G. de développement et altermondialistes : alliés naturels ?

Plusieurs organisations non gouvernementales belges de développement (O.N.G.D.) atteignent la quarantaine (le C.N.C.D., S.O.S. Faim, Oxfam, Iteco, Frères des hommes, etc.). Ces quatre décennies d'existence de quelques paquebots de la solidarité avec les pays du Sud en Belgique suscitent peu de débats. La parenté de ces associations avec le mouvement altermondialiste n'est en outre presque jamais remise en question. Au terme d'une réflexion générale sur les constructions idéologiques de l'altermondialisme, on peut s'interroger sur l'assimilation aujourd'hui courante entre O.N.G. de développement et altermondialisme. Les auteurs s'expriment ici à titre personnel.

Pierre Coopman et Andrés Patuelli

En Belgique, la genèse des organisations non gouvernementales de développement (le second adjectif sert à marquer la différence avec les urgentistes tels que M.S.F. ou Handicap international) remonte à quarante ans. La naissance du « Comité belge pour la campagne mondiale contre la faim », en 1964, pour répondre à l'appel de la F.A.O.¹ aux

« sociétés civiles » des pays riches, précéda la fondation en 1966 du Centre national de coopération au développement (C.N.C.D.): coupole à l'époque unitaire de plusieurs jeunes associations belges de solidarité internationale, qu'on appellera plus tard O.N.G.D. Les premières années, marquées du sceau de la charité (le Comité belge menait essentiellement une campagne de récolte de fonds) furent suivies par une reprise en main tiers-mondiste, non sans éviter quelques tensions avec les piliers catholiques, libéraux, protestants et juifs du Comité de 64. En 1981,

¹ En 1964, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) appela les pays riches à lancer une « décennie de développement et de lutte contre la faim ». L'appel fut renouvelé en 1996 et en 2002, lors des sommets mondiaux de l'alimentation. L'objectif est de diminuer par deux le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015. Ce nombre avait diminué de 37 millions au début des années nonante, mais il a progressé de 18 millions entre-temps. On estime que 840 millions d'humains, dont 799 millions dans les pays pauvres, n'ont pas de quoi se nourrir convenablement.

dans la foulée des réformes de l'État, les O.N.G.D. flamandes se regroupèrent au sein du Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (N.C.O.S.). Le remue-ménage institutionnel de l'époque coïncida avec le renforcement du pouvoir de la gauche au sein des O.N.G.D., surtout du côté francophone. André Louis, catalogué comme chrétien de droite, quitta la direction du C.N.C.D. Il fut remplacé par René De Schutter, l'ancien secrétaire régional de la F.G.T.B. de Bruxelles. Jean-Claude Willame, professeur à l'U.C.L., écrit que ce jeu de chaises musicales fut « l'occasion d'une plus grande distanciation entre le C.N.C.D. et son homologue flamand, le N.C.O.S. ». Jusqu'à nos jours, ajoute-t-il, le C.N.C.D. est resté une plate-forme politique, fortement « identifiée à la défense idéologique des intérêts du tiers monde et non pas simplement à un organisme de représentation du milieu des O.N.G. ». Cet axe militant, le C.N.C.D. l'exerce aujourd'hui au sein du mouvement altermondialiste.

Le N.C.O.S., relativement plus « neutre » dans son rôle de mandataire, fut critiqué par son aile gauche en 1994, à la suite du travail entamé par l'Ekstermolengroep. Ce noyau réunissant six professionnels d'O.N.G.D. flamandes publia un ouvrage traduit en français sous le titre *Cocus mais contents, rôle et place des O.N.G. dans la coopération internationale*. Dans un but de remise en question radicale et de renouveau du militantisme, les auteurs posèrent un diagnostic grave: poids de la bureaucratie, sclérose d'un « développementalisme » rivé sur des microprojets. En filigrane, l'Ekstermolengroep conseilla aux

O.N.G.D. de s'impliquer dans un mouvement plus combatif, mieux armé pour faire refluer les injustices mondiales. *Cocus mais contents* marqua les esprits des deux côtés de la frontière linguistique ONGienne... Dix ans après sa parution, les O.N.G.D. belges ont-elles réussi ce repositionnement altermondialiste? Elles le perçoivent en tous les cas comme une « union » dépassant les clivages idéologiques et les vieilles querelles du début des années quatre-vingt. Rudy De Meyer, représentant l'opération 11 11 11 (l'héritière du N.C.O.S.), déclarait il y a trois ans que « la diversité n'empêche pas les convergences concernant de nombreux points. Il est possible de rassembler un mouvement très large contre un nouvel accord sur l'investissement au sein de l'O.M.C., même si les avis peuvent diverger à propos de la réforme ou la suppression de cette institution² ». Se prévalant de la pluralité, le mouvement altermondialiste esquivait toute nouvelle labellisation idéologique. Le pluralisme semble tellement acquis et indiscutable que même les vieilles gloires tiers-mondistes — songeons à Samir Amin — y trouvent une nouvelle fraîcheur³.

Les O.N.G.D. qui impulsent le mouvement altermondialiste ou y adhèrent ne se leurrent-elles pas sur la nouvelle légitimité que leur apporte(ra)it l'adhésion à ce courant « multiple »? Tout s'y passe comme si le spectre idéologique (entendu comme un système de valeurs et de références déterminé) ne concernait que l'adversaire néolibéral et l'« histoire ancienne » de la gauche. En effet, dans les milieux altermondialistes, on parle sou-

² « Oxfam-Info n° 124 », 1^{er} trimestre 2002, Table ronde: « Et après Porto Alegre? La locomotive est puissante mais elle manque encore de wagons ».

³ Ainsi, dans *La Libre Belgique*, un sénateur socialiste, présenté comme l'initiateur du mouvement en Belgique, glosait sur les « nostalgiques de la faucille et du marteau », alors qu'il est le parfait symbole d'une filiation cubaine depuis au moins trois décennies. Dans « Eviter toute tentation hégémonique », interview avec Pierre Galand, *La Libre Belgique*, 16 octobre 2004.

vent d'« idéologie capitaliste » en référence à la vision du monde véhiculée par les groupes de pouvoir libéraux ou ultralibéraux en vue d'assurer leur domination envers les autres acteurs de la société. Les altermondialistes mettent en cause surtout le caractère réducteur et simpliste de l'idéologie libérale. Ils s'attardent parfois sur l'idéologie des partis de gauche, du mouvement ouvrier, ou d'autres mouvements dont ils sont censés être les héritiers en tant que moteur de la contestation sociale⁴. Toutefois, ils ne parlent bizarrement pas de leurs propres schémas : l'expression « idéologie altermondialiste » est peu utilisée. La diversité des tendances idéologiques qu'ils se targuent de fédérer est même avancée comme un gage d'impossible labellisation. Un petit manuel de l'altermondialiste publié récemment par une fédération d'O.N.G. françaises affirme que l'absence de propositions claires de la part du mouvement est « l'une de ses qualités. Il laisse la place à la diversité des idées et ne prétend pas détenir une vérité ni la recette pour un monde idéal. Il ne propose pas de solution parfaite et identique pour tous et partout. Il laisse libre cours à l'invention, à l'expérimentation, à la diversité des cultures. C'est ce qui donne à ce mouvement son aspect flou, c'est ce qui fait sa richesse⁵ ».

L'on reconnaît tout au plus quelques valeurs ou combats communs (l'exigence d'annulation de la dette des pays pauvres, les critiques du néolibéralisme, de l'O.M.C., du F.M.I., de la Banque mondiale, etc.). Paradoxalement, les altermondialistes ont donc bien développé,

comme tous les autres groupes sociaux, une doxa aux contours délimités. Suivant une approche multidisciplinaire de l'idéologie, Teun Van Dijk met en rapport discours, cognition sociale et société. D'après ce linguiste hollandais, les idéologies contrôlent les attitudes sociales des groupes et, indirectement, les modèles mentaux de leurs membres. Ces modèles idéologiques se trouvent également à la base du discours des altermondialistes. Ceux-ci pratiquent d'ailleurs l'art du slogan répétitif et prévisible. Le 8 mai 2004, sur la scène du Palais des sports de Paris où *Le Monde diplomatique* fêtait ses cinquante ans, Jacques Derrida prononça un de ses derniers discours, bien plus limpide que ses nombreux ouvrages échevelés⁶, s'insurgeant « [...] contre le G8, le consensus de Washington, le marché totalitaire, le libre échange intégral, le "poker du Mal" : Fonds monétaire international (F.M.I.), Organisation de coopération et de développement économique, Organisation mondiale de commerce (O.M.C.) ». Dans un élan quasi mystique, le philosophe précisa : « Je souscris aussi bien aux trente-six "non" qu'aux dix-huit "oui". Cela ne représente pour moi, non plus un décalogue, mais une sorte de table des commandements, le crédo ou l'acte de foi pour l'éthique, le droit et la justice, pour la politique de notre temps et l'avenir du monde. » Malgré l'évidence de ce type de mots d'ordre idéologiques, l'attitude assez répandue chez les acteurs du mouvement est de ne pas reconnaître le caractère particulier de leur vision et — condition nécessaire pour ceux qui aspirent à construire « un autre monde » —

⁴ Dans une interview accordée au *Figaro* le 8 octobre 2003, Bernard Cassen, président d'Attac, développait à propos de la gauche l'analyse suivante : « Les grands mouvements émancipateurs du xx^e siècle, la sociale démocratie et le communisme, semblent avoir épuisé leur force propulsive et perdu leur assise populaire. Le mouvement écologiste n'a pas rempli les promesses que l'on aurait pu fonder sur lui. Le mouvement altermondialiste, même avec son aspect chaotique, pourrait bien être à l'origine d'une dynamique historique et devenir le mouvement d'émancipation sociale du xxi^e siècle. »

⁵ « Altermondialiste, moi? », Rittimo, Fédération des artisans du monde, Crid, Paris, 2004.

⁶ *Le Monde diplomatique*, novembre 2004, numéro 608, page 3.

l'exigence de se remettre en cause, de vérifier systématiquement la validité des engagements.

Notre attention s'est portée sur certains aspects de la pratique discursive altermondialiste dont se prévalent la majorité des O.N.G.D. belges. Nous avons voulu interroger l'utilité de la militance altermondialiste pour ces O.N.G.D. Il nous est apparu que l'idéologie altermondialiste souffre des limites dont elle accuse l'idéologie capitaliste: le réductionnisme et les contradictions entre discours et pratique. Nous faisons l'hypothèse que ces limites affaiblissent ce mouvement et le rendent périssable. Au lieu de trop s'y fier, les O.N.G.D. pourraient avoir intérêt à d'ores et déjà envisager leurs stratégies d'action au-delà de la période altermondialiste...

UNE CERTAINE TENDANCE À L'« ALTERCENTRISME » ?

Bien sûr, l'altermondialisme est un mouvement social atypique. Les mouvements progressistes classiques — le socialisme et le syndicalisme — sont très structurés, ayant des rapports de pouvoir clairs: chacun sait qui commande et qui doit suivre. L'altermondialisme se présente plutôt comme un réseau, une plate-forme regroupant des acteurs diversifiés, où le pouvoir serait plus horizontal. Certains observateurs affirment qu'il faut parler de mouvements au pluriel... d'autres se réjouissent de « l'aspect foire », du « supermarché des idées », du côté rafraîchissant par rapport à l'austérité des G7, G8, Davos, etc., ou encore de la « dimension festive où les militants peuvent se retrouver dans une joyeuse cacophonie ».

Derrière cette pluralité, ne faut-il pas craindre que les opinions majoritaires qui soudent le mouvement ne résultent pas toujours d'une concertation totalement achevée entre les différents acteurs qui se revendiquent de l'altermondialisme? L'exemple le plus frappant est le « non à la guerre en Irak ». Quels que soient les scandales évidents de l'agression et de l'occupation américaine, l'unanimité autour de ce slogan est pratiquement intenable, puisqu'il doit forcément exister un profil d'individus se reconnaissant dans quasi tous les mots d'ordres de l'altermondialisme, mais se sentant fort mal à l'aise face à des condamnations caricaturales qui, à la limite, reviennent à réhabiliter symboliquement le régime sanguinaire de Saddam Hussein... Ce cas de figure s'est présenté au Forum social européen de Londres, en octobre 2004, où un syndicaliste irakien a été empêché de parler parce qu'il tentait d'expliquer qu'il n'est pas pour le départ des Américains par l'action violente mais par des solutions politiques qui permettraient au peuple irakien de construire son pays et sa souveraineté.

Tout mouvement dit « pluriel » qui veut transformer ses revendications en résultats doit user du consensus entre ses différentes composantes. L'autonomie à tous crins semble plutôt dominer les actes de certaines factions de l'altermondialisme, ce qui risque un jour de se transformer en une belle foire d'empoigne. Ainsi, les militants les plus laïques de l'altermondialisme ont dû être bien surpris de voir les organisateurs d'un séminaire sur le voile islamique, au F.S.E. de Londres,

stigmatiser sans appel la loi française sur l'interdiction des insignes religieux à l'école. La section française de la Ligue des droits de l'homme note que « bien que la L.D.H. ait dit tout le mal qu'elle pense de cette loi, son attachement à la liberté de conscience et donc le droit à porter ou non le voile [...] les organisateurs de ce séminaire ont manifestement une profonde ignorance du contenu de la laïcité telle qu'elle s'est construite en France. Ils ont refusé d'aborder le sujet d'un autre point de vue que celui qu'ils voulaient imposer. » La L.D.H. estime que « le résultat le plus clair est d'avoir affaibli ceux qui en France refusent cette loi et ses conséquences et d'avoir permis aux délires sur les islamo-gauchistes de prospérer⁷ ».

La multiplicité des acteurs – et des appareils idéologiques — permet des pratiques discursives altermondialistes (rituels, grandes messes périodiques) qui marchent à l'autonomie. Mais l'altermondialisme est-il capable de débattre en son sein d'une série de thèmes qui, naturellement, impliquent une infinité de positions de la part de ses membres, puisque ceux-ci proviennent justement d'horizons divers et de sensibilités diverses? Et si ces débats ont lieu, produisent-ils des prises de position suffisamment nuancées qui reflètent une réelle richesse d'apports philosophiques culturels et politiques? Pour contourner ces questions, l'altermondialisme semble choisir la voie de l'unanimité sur au moins un grand principe: la condamnation du néolibéralisme. Reste à prouver que, lorsque qu'une sentence est prononcée par l'altermondialis-

me, celle-ci soit réellement le résultat d'un long processus de débat interne où chaque composante a fait des concessions, au besoin difficiles, pour forger une position commune. Il est fort à craindre que les nombreux manifestes⁸ publiés à ce jour soient l'arbre qui cache la forêt. Pour éviter que la pluralité — affichée comme une légitimation du mouvement — ne produise trop de dissensions naturelles, l'on semble sans cesse vouloir cimenter l'altermondialisme dans son opposition à l'« autre » capitaliste, aussi nommé « néolibéral » ou « ultralibéral ». La posture anticapitaliste reste certes plus présente dans les groupes « antimondialisation » que chez les « alter », mais est assez répandue pour que ceux qui veulent la nuancer soient amenés à devoir se justifier.

Les rapports avec les représentants du capitalisme furent longtemps marqués par une extrême méfiance. L'ubiquité du président brésilien Lula, participant tant à Davos qu'au cinquième Forum social mondial de Porto Alegre, a remis les pendules à l'heure dans les consciences altermondialistes. Se féliciter que Davos mette la pauvreté en tête de son agenda, comme le fit récemment Stefaan Declercq, secrétaire général d'Oxfam-Belgique, n'allait pas de soi il y a quelques années à peine. L'association franco-américaine Bridge Initiative on Globalization⁹ eut d'ailleurs les pires difficultés à nouer des contacts entre les galaxies alter et néo libérales. Première tentative en janvier 2001: Walden Bello, Aminata Traoré et d'autres icônes altermondialistes présentes au Forum social mondial (F.S.M.) de Porto

⁷ Communiqué de la L.D.H. disponible sur <www.millebords.org>.

⁸ Pour l'ensemble des appels et des positions de l'altermondialisme, lire « Les manifestes du possible », C.A.D.T.M., Bruxelles, 2004.

⁹ <www.bridge-initiative.org>.

Alegre (Brésil) y discutaient avec des participants du Forum économique de Davos (Suisse)... par satellite. Second coup plus réussi le 10 mai dernier dans le cadre de la conférence dite « A.B.C.D.E. » organisée par la Banque mondiale à Bruxelles: Éric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (C.A.D.T.M.) et Christophe Aguiton, membre de l'Association pour la taxation des transactions financières (Attac-France), y ont débattu avec Augusto Lopez-Claros, économiste en chef de Davos et Uri Dadush, le directeur de la prospective de la Banque mondiale. Trois ans auparavant, les deux premiers protagonistes, représentants du mouvement altermondialiste, manifestant dans les rues de Barcelone, avaient contribué à empêcher la tenue de cette même conférence A.B.C.D.E...

Le philosophe français Marcel Gauchet ironise facilement sur ceux qu'il appelle « les salariés de la contestation qui élèvent la protestation sociale au rang de fonction d'utilité publique ». La société libérale s'accommoderait fort bien, selon Gauchet, d'une opposition qu'elle juge inoffensive mais parée des vertus d'une certaine hygiène sociale. Les relations de nombreuses organisations altermondialistes avec leurs « adversaires » sont tout à fait concrètes. Exemple connu: le contrat passé par l'association altermondialiste Attac avec un éditeur du groupe de presse Matra-Hachette-Lagardère, par ailleurs marchand d'armes. L'information provoqua des remous chez les militants d'Attac et son président, Bernard Cassen, dut se justifier en brassant des évidences:

« Cette collaboration n'implique évidemment aucune allégeance politique et nous ne nous priverons pas de critiquer le groupe Lagardère quand il le faudra, voire de publier un livre contre lui chez le même éditeur », répliqua-t-il. Quant aux O.N.G., leur irrédentisme naturel pousse à mettre plus volontiers en avant un discours contestataire que de faire la publicité de relations fort tangibles avec le monde de l'entreprise. Dans *Les multinationales du cœur*, les Français Thierry Pech et Marc-Olivier Padis notent que « le Secours populaire collabore avec Coca Cola, le F.I.D.H. avec Carrefour, W.W.F. avec Lafarge, Care avec Havas » [...] En avril 2003 « Max Havelaar passait contrat avec la chaîne de fast-food Mc Donald's dont les quelque cent-quarante restaurants suisses s'engageaient à ne proposer que du café Max Havelaar à ses clients [...] Pour Didier Deriaz, coordinateur romand de Max Havelaar, il s'agit pourtant bien d'assumer une logique de subversion économique: entrer de plain-pied dans le marché pour en faire profiter un maximum de paysans producteurs plutôt que de rester un nain aux grands idéaux ». Pech et Padis remettent en question un certain imaginaire qui voudrait faire des O.N.G. une sorte d'îlot de pureté ne touchant ni au capitalisme, ni aux institutions publiques, ni aux pouvoirs. Les auteurs ne dénoncent pas ces relations, mais les trouvent intéressantes, car expérimentales.

Ce type d'analyses n'aura pas l'heur de plaire à une catégorie d'altermondialistes, qui préfèrent des grilles de raisonnement bien calibrées: les coupables de tous les

problèmes des pays pauvres sont les pays riches, le Nord, les grandes puissances, les États-Unis, l'Union européenne et les institutions internationales. Il ne s'agit aucunement de nier la responsabilité évidente de ces institutions dans la pauvreté du « Sud », mais de constater que les analyses altermondialistes ne mentionnent que rarement les responsabilités propres aux pays pauvres (mauvaise gouvernance, corruption interne). Par rapport à la crise économique en Argentine, cette remarque fut d'ailleurs avancée par un « insoupçonnable » : le philosophe et anthropologue argentin Nestor García Canclini. Dans une interview accordée en septembre 2002 au journal argentin *Clarín*, il expliquait que « le discours anti-néolibéral ou altermondialiste se limite à épingle les causes économiques de l'écroulement de l'Argentine. Il ne prête pas assez attention à la décomposition interne du pays [...] La dictature et l'administration de l'ancien président Menem n'ont pas seulement privatisé de manière irresponsable : ils ont également engendré une corruption au niveau national et ils ont détruit l'organisation politique et syndicale, cela certainement grâce au consentement de très larges secteurs de la société ».

UN MOUVEMENT PAS SI UNIVERSEL QUE ÇA ?

Le discours altermondialiste peut également s'avérer fragmentaire en ce qui concerne les matières abordées pour expliquer le monde : elles ont trait essentiellement à l'économique, au financier et au politique. Les facteurs sociologiques

ou culturels sont souvent minoritaires, car les préoccupations altermondialistes portent sur des choses sérieuses, pas sur des phénomènes « light ». En guise de culture, quelques artistes fonctionnels s'avèrent nécessaires à l'entretien des rouages idéologiques (Manu Chao). En outre, quand l'altermondialisme, dont le vivier se trouve dans les pays riches, songe au « multiculturalisme », il s' imagine volontiers universaliste. Or, que nous montre un relevé de l'altermondialisme au Sud : des mouvements célèbres au Chiapas, efficaces au Brésil ou dans certains pays avoisinants, en gestation en Afrique subsaharienne et minoritaires en Inde... Sur le planisphère, ça laisse d'énormes espaces vides. Jan Aart Scholte, directeur du Centre d'études sur la mondialisation et la régionalisation de l'université de Warwick rappelle que « les groupes du monde arabe ne sont pas très nombreux à participer au mouvement. Il ne faut pas oublier que les altermondialistes ne constituent qu'une des manifestations de la société civile : les mouvements islamistes, très développés dans ces pays, font aussi partie de la société civile mais ne vont pas aller au F.S.M. Et ce n'est pas uniquement une question de moyens financiers, mais aussi de culture politique »... Si certains ont pu claironner qu'au F.S.M. de Mumbai, en Inde, les « pauvres étaient là », il suffit de prêter l'oreille à l'analyse de Malcom Subhan, chercheur à l'European Institute of Asian Studies pour faire baisser la musique : « En réalité, l'élite indienne dirigeante et sa prospère classe moyenne, estimée à près de 200 millions

d'individus, ont tourné le dos au socialisme et au Mahatma Gandhi. Le pays s'est embarqué dans des réformes économiques libérales il y a près de douze ans, au début de la chute de l'Union soviétique, fidèle alliée de l'Inde durant de longues années de la guerre froide. Les États-Unis sont aujourd'hui la destination de premier choix des professionnels indiens désireux de travailler à l'étranger, et les universités américaines attirent bien plus d'étudiants que celles d'Europe. Le F.S.M. de Mumbai n'aura probablement aucun effet sur les politiques du gouvernement indien. » Malcom Subhan conclut, non sans une pointe d'ironie: « Mais le fait que ni le gouvernement central à New Delhi ni le gouvernement de l'État de Mumbai n'aient eu d'interférence avec le F.S.M. peut être vu comme le signe évident de la bonne santé de la démocratie en Inde. » Lula tiendra un raisonnement analogue face aux huées d'une partie de l'assistance au dernier Forum de Porto Alegre, en minimisant la désapprobation comme «un signe que la démocratie s'exerce pleinement au Brésil».

UN ENGAGEMENT « À LA CARTE »

À l'occasion de l'anti-G8 organisé en marge de la rencontre à Évian, en juin 2003, des huit chefs d'État des pays les plus riches de la planète, Daniel Cohn-Bendit expliquait sa position à propos de l'altermondialisme dans une interview à la revue *Les Inrockuptibles*: « Ce n'est pas moi qui vais critiquer les mouvements qui sont théâtraux ou spectaculaires. Mais le rapport de force, dans ce

cas, n'existe pas. Même s'il y a 100 000 personnes au contre-G8, les gouvernements du G8 pourront légitimement répondre qu'ils ont été élus par des centaines de millions de personnes. » Dany Le Rouge mettait le doigt sur l'euphorie qui s'empare régulièrement de l'altermondialisme lors de ses grands-messes. Le mouvement ne prend-il pas les vessies pour des lanternes? Ne se trompe-t-il pas grossièrement quant à sa portée réelle?

Certaines O.N.G. altermondialistes sont fort conscientes de ce problème. Rudy De Meyer (Opération 11 11 11) déclarait qu'« en circulant à Porto Alegre, le cœur gonfle à voir tout ce monde, la force qui s'en dégage, les initiatives locales existantes. Mais nous devons garder la tête froide, ne pas avoir l'illusion que nos idées sont déjà présentes dans notre opinion publique¹⁰ ». L'altermondialisme n'est en effet pas à l'abri de décalages entre le discours et la réalité. Ainsi, des dirigeants d'organisations du Sud que les altermondialistes présentent volontiers comme engagées dans le mouvement font parfois la fine bouche lorsqu'on leur demande s'ils se définissent comme altermondialistes. Ndiougou Fall, leader d'une importante organisation paysanne au Sénégal, affirme qu'« être associé au mouvement altermondialiste peut avoir ses inconvénients ». Dans sa fonction, Ndiougou Fall est amené à négocier avec les autorités de son pays pour défendre les intérêts du monde agricole: « Très rapidement, les autorités se disent que ce Monsieur Fall c'est un José Bové [...] quelqu'un qui casse, qui s'oppose à tout. Cela peut conduire à une certaine méfian-

¹⁰ *Oxfam-Info*, op. cit.

ce injustifiée de la part des autorités. Mais en général, nos dirigeants nous écoutent parce qu'ils savent que nous avons aujourd'hui la capacité de porter les débats au niveau mondial »... Les altermondialistes seraient-ils donc instrumentalisés par leurs partenaires du Sud qui trouvent bien commode de venir assister aux différents Forums sociaux perçus comme des lieux d'acquisition d'un pouvoir médiatique qui leur donnera voix au chapitre chez eux ? C'est évident et même assumé par la plupart des acteurs. L'altermondialisme peut donc être perçu par ses membres du Sud comme une pure contingence utile.

Ce discours altermondialiste se caractérise aussi par l'idéalisation de certains acteurs sociaux. Il présente volontiers les organisations indigènes latino-américaines comme l'avant-garde de l'altermondialisme au Sud : elles incarnent la valeur de la solidarité ainsi que l'engagement politique. Sans nier nullement la valeur des luttes indigènes, l'idéologie altermondialiste empêche parfois d'apercevoir les nombreuses contradictions existant dans ces organisations. Des contradictions qui sont propres d'ailleurs à tous les processus sociaux. En fermant les yeux devant ces faiblesses, les altermondialistes rendent un très mauvais service aux indigènes. Soulignons seulement que dans ces communautés et organisations, la solidarité fait parfois ou souvent défaut, le machisme est encore de mise et les dirigeants ne respectent pas toujours le mandat de leur base. La chercheuse mexicaine Elena Lazos explique que « les zapatistes ont intégré des fem-

mes aux sphères de décision, mais seulement après avoir reçu beaucoup de critiques ! Il y a bien eu trois ou quatre femmes dirigeantes, très compétentes et intelligentes, mais ce sont des exceptions. Il ne faut pas les voir comme le signe d'un processus de changement au sein des communautés. Ce n'est de toute façon pas une dynamique stimulée par le mouvement indigène lui-même ».

L'évacuation des contradictions des « siens » s'applique également à certains leaders du Sud, comme le dirigeant cocaïero bolivien Evo Morales, le président vénézuélien Hugo Chavez (véritable star du dernier Forum de Porto Alegre) et le Cubain Fidel Castro. Ni plus ni moins que d'autres idéologies, le discours altermondialiste est lui aussi régi par le politiquement correct. *In fine*, l'altermondialisme n'est pas à l'abri de certaines des mauvaises habitudes qu'il critique chez ses adversaires.

LA LÉGITIMITÉ DU COMBAT OU DE L'EXPERTISE ?

En conclusion, l'intérêt des O.N.G.D. à fondre leur image à celle de l'altermondialisme ne doit-il pas être débattu ? En 1994, l'Ekstermolengroep prônait un renforcement de l'action des O.N.G.D. belges par l'adhésion à une action citoyenne, multiple, diversifiée et combative. Les O.N.G.D. ne pouvant se prévaloir du suffrage, la voie semblait ainsi toute tracée vers l'acquisition d'une plus grande légitimité par l'adhésion de citoyens à la cause du Sud. Certaines O.N.G.D. de développement n'ont pas à rougir de leur expertise de terrain : elles peuvent se pré-

valoir d'années d'expérience de développement agricole dans les pays de Sud, de soutien à des projets de microfinance, d'appui à l'émancipation des femmes etc. La mise en valeur des compétences de terrain est bien sûr toujours accompagnée d'un travail légitime de défense de la cause des partenaires du Sud et donc d'une dénonciation des mécanismes pervers de l'ultralibéralisme, d'où l'adhésion naturelle à l'idéologie altermondialiste. L'indépendance vis-à-vis de celle-ci pourrait cependant s'avérer salutaire pour ces O.N.G.D. Thierry Pech croit que si l'altermondialisme s'essouffle, les O.N.G.D. qui auront pu garder leur expertise et leur spécificité « auront un avantage comparatif considérable vis-à-vis du public [...]

Elles vont pouvoir se présenter, le moment venu, comme parfaitement apolitiques. Des malentendus considérables peuvent apparaître, parce que lorsque la période altermondialiste se refermera, certains s'apercevront qu'ils ont milité avec des gens de centre droit, avec qui ils n'étaient pas tout à fait d'accord. Passés les convergences d'intérêts du moment, les différences sur les analyses des forces du marché feront surface. Les lendemains ne sont pas forcément à l'unanimité ». ■

Bibliographie

« Cocus mais contents, rôle et place des O.N.G. dans la coopération internationale », S.O.S. Faim, Bruxelles, 1995, édition originale *Naakte Keizers of volwaardige partners?*, du collectif De Ekstermolengroep, septembre 1994.

« Cohn-Bendit, un pavé dans l'Évian », *Les Inrockuptibles*, 12 mai 2003.

García Canclini N., « Aun controlamos la producción cultural », interview parue le 8 septembre 2002 sur Clarin.com.

Entretien avec Ndiogou Fall, *Défis Sud* n° 61, février/mars 2004, p. 21.

Gauchet M., « Les voies secrètes de la société libérale », dans *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002.

Entretien avec Elena Lazos, *Défis Sud* n° 61, février/mars 2004, p. 26.

Pech Th., Padis M.-O., *Les multinationales du cœur*, Seuil, « La République des Idées », février 2004. Van Dijk T., *Ideology. A Multidisciplinary Approach*, Londres, Sage, 1998.

Entretien avec Thierry Pech, *Défis Sud* n° 64, septembre/octobre 2004, p. 16.

Entretien avec Jan Aart Scholte J., *Défis Sud*, n° 61, février/mars 2004, p. 18.

Subhan M., « Mumbai, la voix du Sud? », *Défis Sud* n° 61, février/mars 2004, p. 28.

Willame, J.-Cl. « La défédéralisation de la coopération au développement, chronique d'un processus d'estompement de l'État Belgique », publié sur le site de l'Acoddev. <www.acoddev.org>.